

D'où viendrait la lumière

Parce que nous savons que ce pays a besoin avant tout de confiance et d'espoir, nous n'avons jamais voulu tracer de sa situation un tableau plus sombre que nature. Et pourtant, il n'y aurait pas beaucoup à forcer pour faire désespérer les plus optimistes et pour faire douter d'elles les bonnes volontés les plus résolues.

Une manifestation ou plusieurs; des mécontentements, des protestations, des marques multiples de méfiance et de lassitude; tous ces signes qui, ailleurs, ne représenteraient certainement rien de nouveau, ne laissent pas d'inquiéter dans un pays aussi calme que le Liban, chez un peuple aussi peu agressif et, nous l'avons assez souvent déploré, Aussi indifférent que l'est parfois le libanais. Avouons donc une inquiétude qu'aussi bien nous ne saurions plus cacher.

La tête entre les mains, on réfléchit.

Il y a des gendarmes pour rétablir l'ordre. Les protestations n'empêcheront rien. Et avec le temps, devant le fait accompli, elles devront bien cesser. Au surplus, les Libanais restent, malgré tout, de cœur avec la France et les solutions extrémistes ne les ont jamais beaucoup séduits. Cette effervescence se calmera, se tassera.

Sans doute. Mais pour rassurer le peuple, sur qui compter? Si le peuple est mécontent, c'est qu'il a ses raisons, c'est que des erreurs ont été commises? Il est souhaitable, il est indispensable même, que la foi en la justice et en l'avenir soit restauré. Mais comment et, encore une fois, PAR QUI?

On réfléchit, et l'on arrive tôt ou tard à cette conclusion :

Du point de vue libanais, dans la répartition actuelle des pouvoirs, personne n'est qualifié pour quoi que ce soit. Les Libanais, à tort ou à raison, estiment qu'ils sont mal défendus. Dans la répartition actuelle des responsabilités, personne n'est hors de cause, personne n'est en mesure de répondre.

L'histoire de toutes les nations, les petites comme les plus grandes, est là pour nous l'apprendre : quand le peuple est mécontent sans savoir exactement de quoi ni de qui, c'est qu'il est mécontent de tout et il en accuse le régime en entier. Et il a raison car un régime qui n'a pas défini les responsabilités est mauvais.

Il ne faut plus aujourd'hui se faire d'illusions sur ce point. Le pays tout entier réclame un changement. Ce changement, il consisterait, pour commencer, dans le redressement équitable

des institutions débiles qui nous régissent. S.B. le Patriarche comme le petit paysan, espèrent, d'un retour à la dignité et à l'équilibre, un sort meilleur.

Le désordre moral et matériel étalé ces derniers jours exige l'application d'une méthode nouvelle, car l'évidence montrerait déjà à l'esprit le moins averti les liens qui existent entre les désordres de Zahlé, les dépêches de Caiffa et le déséquilibre de notre gouvernement. Pour y remédier, pour rétablir l'harmonie entre les différents pouvoirs, pour rendre aux Libanais, avec le goût des responsabilités, la possibilité de discuter utilement de leurs intérêts, il est indispensable d'élargir les compétences qui leur sont données, et de leur permettre de s'occuper sérieusement de leurs propres affaires.

André Maurois comparait les Parlements à des soupapes de sûreté qui permettent au reste de la nation de jouer au golf et de se payer tranquillement de confortables loisirs. Et quand cette soupape ne fonctionne pas ou ne fonctionne qu'imparfaitement, des interventions se produisent fatalement, qui dérèglent la marche de la machine. De récents événements ont illustré chez nous cette comparaison.

Pour résoudre harmonieusement toutes ces questions, il n'y a plus qu'une solution possible, celle de donner aux Libanais, dans le gouvernement de leur pays, la part qui leur revient de droit. En même temps qu'un acte de justice et de loyauté, on évitera ainsi pour l'avenir les erreurs du passé. Le Liban demande à son tour que la France lui fasse confiance.